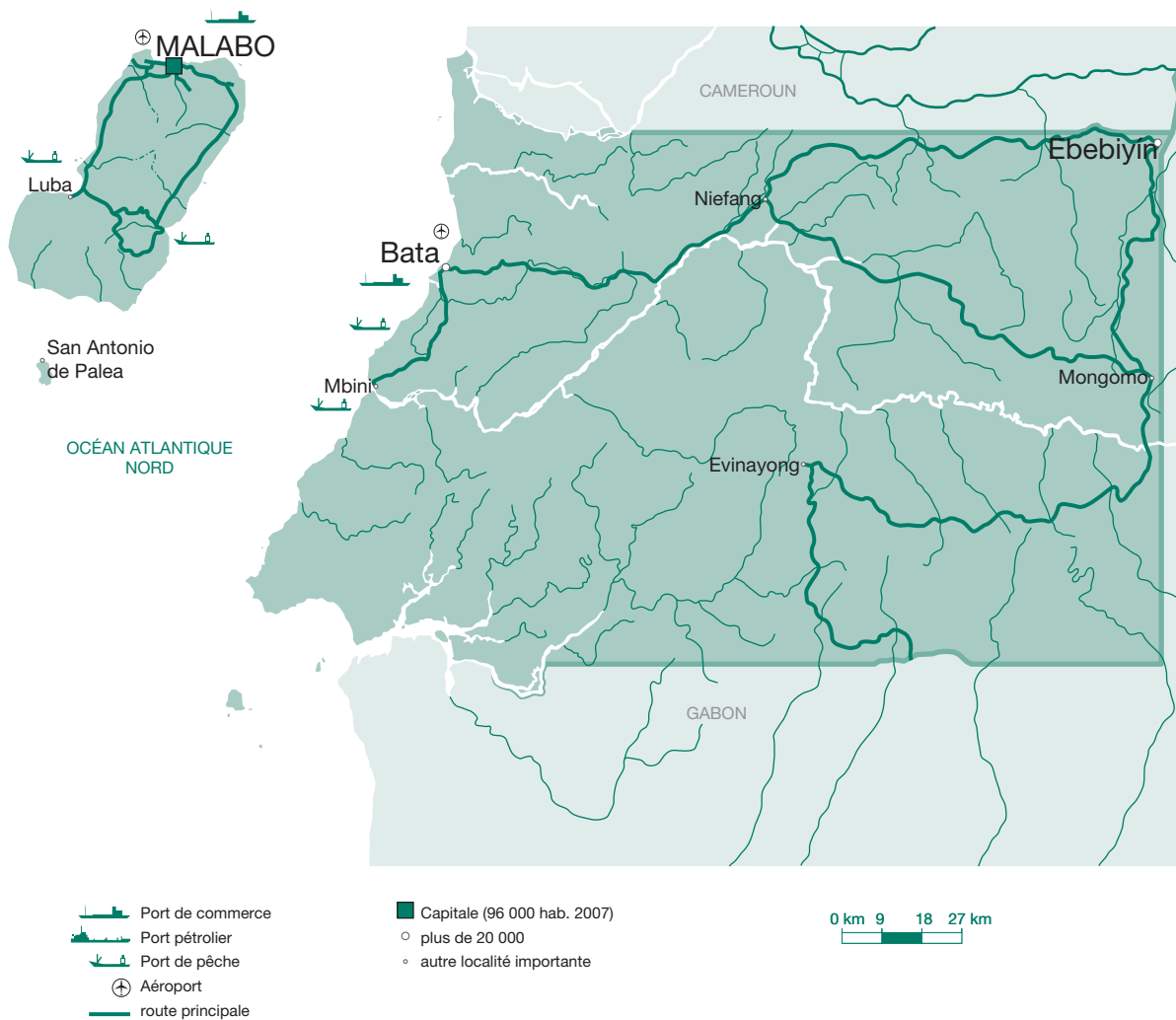




Guinée équatoriale

2011

www.africaneconomicoutlook.org/fr



Cette carte est fournie à titre illustratif et ne préjuge en rien du statut d'un territoire représenté sur cette carte ou de la souveraineté sur ce dernier.

Guinée équatoriale

Vue d'ensemble

L'économie de la Guinée équatoriale a connu une croissance de 1.2 % en 2010 en raison de la chute de la production de pétrole, mais aussi de l'arrivée à maturité des principaux champs pétrolifères. L'économie est en berne, malgré un pic de croissance de 38 % en 2004. C'est en 2010 qu'elle a connu l'un des plus faibles taux de croissance depuis le début de l'exploitation de son pétrole au milieu des années 1990. Elle devrait se redresser pour atteindre un taux de croissance élevé de 5.0 % en 2011 et 7.5 % en 2012. En dépit de la baisse de la production d'or noir, la croissance sera soutenue par la demande internationale d'hydrocarbures et par la construction de grands projets d'infrastructures, notamment pour l'industrie des hydrocarbures.

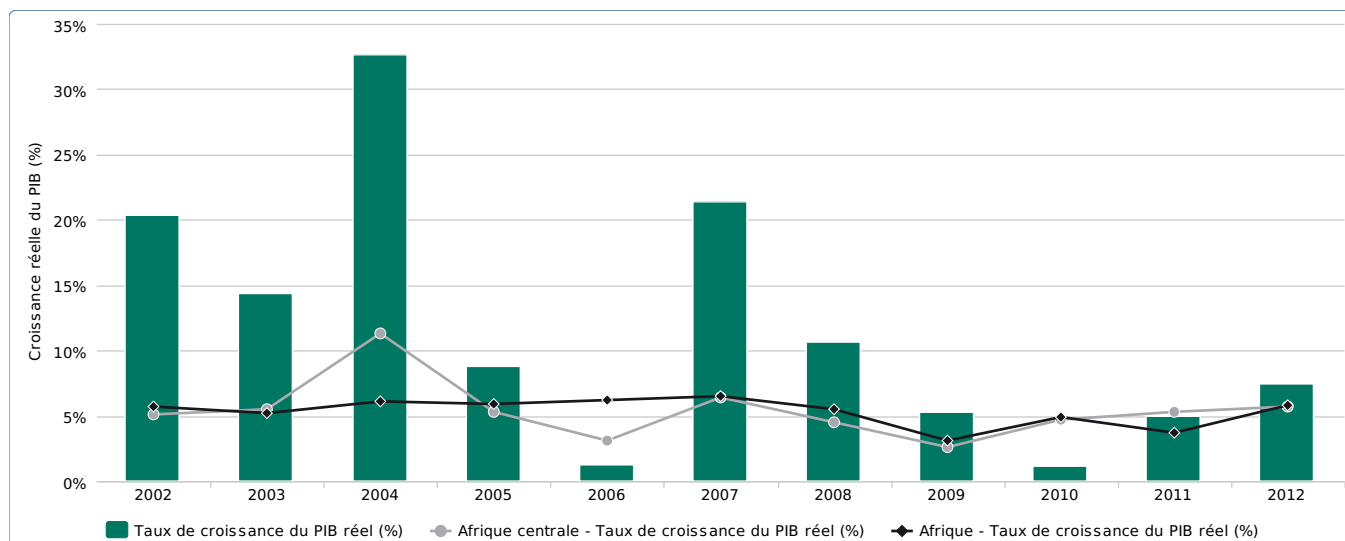
La remontée des cours du pétrole a eu un effet positif sur le budget national, dont le déficit a atteint 2.6 % du PIB en 2010, loin du déficit de 9.6 % connu en 2009. Suite à la chute des importations, les comptes courants ont atteint un excédent de 2.7 % du PIB en 2010, comparé à un déficit de 7.6 % en 2009. Le déficit devrait rester excédentaire de 2.9 % en 2011 et de 3.8 % en 2012. Le taux d'inflation était de 4.7 % en 2010. Les dépenses en capital restant élevées, l'inflation devrait se maintenir autour de 6.3 % en 2011. La Guinée équatoriale ne connaît pas de problème de dette grâce à son excédent budgétaire et à ses réserves de change. Fin 2010, sa dette extérieure s'élevait à près de 5 % du PIB, soit 307 milliards de francs CFA (XAF) de la Banque des États d'Afrique centrale (BEAC). Le pays a perdu son statut de candidat à l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE). L'État a affirmé son intention de présenter à nouveau son dossier, après avoir amélioré la gestion du secteur pétrolier. De plus, le climat pour l'activité du secteur privé reste difficile. La Guinée équatoriale figure toujours parmi les pays les moins bien placés sur l'indicateur *Doing Business* de la Banque mondiale. Elle a perdu trois places entre 2010 et 2011, passant de la 164^e à la 161^e position. Les permis de construire, les licences d'importation, le haut niveau perçu de corruption, les procédures administratives compliquées et l'environnement judiciaire imprévisible constituent ses principaux handicaps.

Plus de 70 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, ce qui amène à se demander dans quelle mesure la richesse pétrolière du pays a bénéficié à la majorité de la population. Les taux de mortalité infantile et maternelle restent très élevés. Il est extrêmement difficile de mesurer avec précision les progrès du pays en vue des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) à cause du manque de données et d'une controverse persistante sur le recensement de la population. La Guinée équatoriale est en passe de remplir les OMD relatifs à l'enseignement primaire pour tous, la réduction de la mortalité infantile, l'amélioration de la santé maternelle et la lutte contre le VIH/Sida, la malaria et d'autres maladies. En revanche, elle est encore loin des OMD relatifs au développement durable ainsi qu'à la promotion de l'égalité des sexes et de l'émancipation des femmes.

Sur le plan politique, 2010 a été la première année de mandat de la nouvelle équipe qui gouverne, issue du parti au pouvoir depuis 1979. Peu de signes d'ouverture politique ou de changement sont observés. Néanmoins, les tensions se sont apaisées depuis l'attaque du palais présidentiel, début 2009. En 2010, un groupe de quatre hauts fonctionnaires militaires et administratifs a été condamné à mort pour avoir participé à ces troubles. Depuis 2010, l'État s'efforce de conduire une politique ouverte sur le reste du monde et investit massivement dans les grands événements. Il doit notamment organiser le sommet de l'Union africaine (UA) en 2011 et la Coupe d'Afrique des nations (CAN) de football en 2012. Le projet de prix scientifique Unesco-Obiang Nguema Mbasogo a été suspendu face à la déferlante de critiques émanant de la communauté internationale. Teodoro Nguema Obiang Mangue, le fils aîné du Président et actuel ministre de l'Agriculture, continue son ascension au pouvoir après avoir été promu lieutenant-colonel de l'armée et vice-président du parti au pouvoir.

Ces dernières années, la richesse pétrolière du pays a attiré l'attention des économies émergentes. Cependant, la Guinée équatoriale reste relativement fermée. Son principal partenaire émergent est la Chine, avec une présence plus modeste de Taïwan, Cuba, l'Argentine, le Brésil et la Russie. Les compagnies américaines restent prépondérantes dans l'industrie des hydrocarbures, mais les sociétés chinoises, qui proposent d'importantes lignes de crédit, gagnent du terrain. Le pays n'a pas les capacités administratives nécessaires pour s'engager stratégiquement auprès des partenaires émergents.

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (C)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932411913>

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance du PIB réel	5.3	1.2	5	7.5
Inflation IPC	7.2	4.7	6.3	5.6
Balance budgétaire % PIB	-9.6	-2.6	-2.8	-2.7
Balance courante % PIB	-7.6	2.7	2.9	3.8

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932414269>

Développements économiques récents et perspectives

Tableau 2 : Ventilation sectorielle du PIB (en pourcentage)

	2005	2009
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	2	2.4
Agriculture, élevage, pêche et exploitation forestière	-	-
dont agriculture	-	-
dont cultures vivrières	-	-
Mines et extraction	87.7	63.8
Mines, industries manufacturières et services d'utilité publique	-	-
dont pétrole	-	-
Industries manufacturières	0.1	0.2
dont hydrocarbure	-	-
Electricité, gaz et eau	5.6	22.4
Electricité, eau et assainissement	-	-
Construction	1.8	7.4
Vente en gros et de détail, hôtels et restaurants	0.9	1
dont hôtels et restaurants	0	0
Transports, entreposages et communications	0.1	0.2
Transport et stockage, information et communication	-	-
Finance, immobilier et services aux entreprises	0.3	0.6
Intermédiation financière, services immobiliers, services aux entreprises et autres services	-	-
Services des administrations publiques	-	-
Administration publique et défense, sécurité sociale, éducation, santé et travaux sociaux	1.1	1.6
Administration publique, éducation, santé	-	-
Administration publique, éducation, santé et autres services sociaux et personnels	-	-
Administration publique, éducation, santé et travaux sociaux, services communautaires, sociaux et personnels	-	-
Administration publique, éducation, santé et travaux sociaux, services communautaires et sociaux	-	-
Autres services communautaires, sociaux et personnels	0.4	0.5
Autres services	-	-
Produit intérieur brut aux prix de base / au coût des facteurs	100	100

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932415238>

L'économie a progressé de 1.2 % du PIB en 2010, alors que la croissance était de 5.3 % en 2009. Ce recul tient à une chute plus rapide de la production d'hydrocarbures (gaz et pétrole), de près de 10 % en 2010, contre 6 % en 2009. La baisse de 25 % de la production de pétrole (du fait de l'arrivée à maturité des principaux champs pétrolifères) est à l'origine de la chute de la production d'hydrocarbures. Le secteur gazier, en revanche, a progressé de près de 35 %. Le PIB réel devrait augmenter de 5 % en 2011 grâce à la remontée des cours du pétrole et la hausse continue de la production gazière. En 2012, la production pétrolière devrait encore progresser et le PIB progresser à 7.5 %. L'inflation, élevée par rapport aux autres pays de la zone du franc CFA, a atteint 4.7 % en 2010 en raison de l'augmentation des prix des carburants, d'importantes dépenses publiques et d'une forte demande privée. Elle devrait atteindre 6.3 % en 2011 grâce à la reprise économique.

La Guinée équatoriale est dotée d'un climat tropical, de terres fertiles et de ressources halieutiques et forestières importantes. La contribution de ces secteurs au PIB reste toutefois modeste. L'agriculture reste de subsistance, se composant de productions telles que le café, le cacao, le riz, l'igname, le tapioca, les bananes et les noix de palme. Sont également exploités le bétail et le bois. Les activités en milieu rural souffrent d'un manque de main d'œuvre du fait de l'exode vers les villes de Bata (sur le territoire continental) et Malabo (sur l'île de Bioko). Le pays revendique une zone exclusive de pêche de 300 000 kilomètres carrés.

L'année 2010 pourrait marquer un tournant, puisque les autorités essaient d'adapter leur politique budgétaire à une étape moins coûteuse de l'industrie pétrolière sur laquelle la croissance économique a reposé dans les années 2000. Quelque 92 % des recettes fiscales, 99 % des exportations et 71 % du PIB proviennent des hydrocarbures. L'État a toujours l'intention de réinvestir ses recettes pétrolières dans l'agriculture et la pêche dans le cadre de sa stratégie de diversification. Il veut par ailleurs limiter la dépendance à l'égard des importations de denrées alimentaires. Pourtant, il semble que peu de progrès aient été accomplis en 2010.

Hormis le secteur énergétique, les bâtiments et travaux publics (BTP) ont été le principal moteur de croissance, même si leur dynamisme devrait se modérer en 2010 en raison de la baisse des projets d'investissement public. Le BTP, qui représentait 7.4 % du PIB en 2009, a progressé rapidement dans les années 2000 grâce au secteur pétrolier et aux investissements publics de grande ampleur dans les infrastructures (routes, rénovation d'aéroports, extension des ports et création de Malabo II).

Selon des sources gouvernementales, 2010 marque la fin d'une phase de développement national. En effet, la priorité accordée aux grands projets d'infrastructures arrive à terme et les autorités se tournent maintenant vers d'autres domaines d'investissement. L'amélioration du capital humain reste essentielle pour de nouveaux secteurs. La pénurie de main d'œuvre qualifiée dans la santé (les hôpitaux par exemple), l'éducation (notamment les universités), le BTP ainsi que le pétrole et le gaz (dont les hydrocarbures) est flagrante. En 2010, la consommation a augmenté de 7.5 % en volume, motivée par une hausse de la consommation publique de 11.6 % contre 6.1 % pour la consommation privée. Les investissements ont reculé de 2.7 % en volume, notamment en raison de la contraction de l'investissement public.

La controverse persistante sur les données démographiques nuit à la fiabilité de nombreuses statistiques économiques et sociales. Il existe d'importantes divergences entre les statistiques démographiques officielles et celles des partenaires pour le développement. Les estimations de la Division de la population des Nations Unies sont de 693 000 habitants en 2010, un chiffre adopté par la plupart des institutions internationales, dont la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI). Toutefois, le recensement de 2002 fait par les autorités donne un peu plus d'un million d'habitants. Ces divergences s'expliquent surtout par l'arrivée de migrants, provenant majoritairement des pays voisins, qui sont attirés par le boum pétrolier et l'espoir d'un avenir meilleur. Ces écarts importants ont un énorme impact sur les mesures exprimées en pourcentage de la population. Ils influent sur l'évaluation des progrès économiques et sociaux et compliquent la prise de décisions relative aux politiques. L'État s'est engagé à mettre fin à cette controverse en procédant à un nouveau recensement et à une enquête sur les dépenses des ménages en 2011.

Tableau 3 : Composantes de la demande

	En pourcentage du PIB (à prix courants)		Pourcentages de variation, en volume			Contributions aux variations du PIB		
	2002	2009	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Formation brute de capital	31.8	69.5	-2.7	4.5	2.3	-2.7	4.5	2.3
Publique	8.7	51.9	-10	3	2	-7.6	2	1.3
Privée	23.1	17.6	19	8	3	4.9	2.4	0.9
Consommation finale	19.4	12.5	7.5	7.7	4.1	1.9	2.1	1.2
Publique	5.3	4.7	11.6	11.1	4.3	0.8	0.9	0.3
Privée	14.1	7.8	6.1	6.4	4	1.1	1.3	0.8
Secteur externe	48.8	18	-	-	-	2	-1.6	4.1
Exportations	102.7	89.4	0.3	2.2	3.9	0.6	4.7	8.2
Importations	-53.9	-71.4	-0.6	2.7	1.7	1.4	-6.4	-4
Taux de croissance du PIB réel	-	-	-	-	-	1.2	5	7.5

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932416207>

Politique budgétaire

La politique économique de la Guinée équatoriale est guidée par le *Plan de développement économique national à l'horizon 2020*, document stratégique à moyen terme visant à réduire la pauvreté et à diversifier l'économie. Ce projet ambitieux a pour but de faire du pays une économie émergente d'ici à 2020. Même si cet objectif est clairement défini, toute la difficulté réside dans sa mise en œuvre. Le pays devra combler de profondes lacunes structurelles s'il souhaite consolider les progrès indéniables accomplis ces dix dernières années et envisager une croissance durable.

Le solde budgétaire global de la Guinée équatoriale est passé d'un déficit de 9.6 % du PIB en 2009 à un excédent de 2.6 % en 2010, grâce à la remontée des recettes liées aux hydrocarbures et à la forte baisse des dépenses de l'État. Le budget a beaucoup grossi dans les années 2000 grâce aux nouvelles ressources apportées par les redevances et les taxes sur la production pétrolière et gazière. L'équilibre budgétaire était un défi majeur en 2010 et le restera en 2011. Si le budget suit la trajectoire actuelle, son déficit pourrait atteindre 6.5 % du PIB en 2011 et 2.7 % en 2012.

Les hydrocarbures représentent environ 92 % des recettes gouvernementales, les rendant vulnérables aux variations de la production et des cours internationaux du pétrole et du gaz. En 2010, la valeur des exportations de pétrole est passée de 3.1 à 3.9 milliards XAF, soit une augmentation de 24 %, en raison de la hausse des cours du pétrole. En outre, l'augmentation des recettes liée à la hausse de la production de gaz liquide a partiellement compensé le déclin de la production pétrolière.

La taxe sur la valeur ajoutée et les droits de douane forment les autres sources de revenu de l'État. On prévoit que les recettes totales et les dons représenteront 47.1 % du PIB en 2011, contre 51.2 % en 2010. Une grande partie des revenus non pétroliers provient du produit des avoirs du pays déposés à la BEAC et dans des banques étrangères. Les revenus non pétroliers ont reculé à 3.5 % du PIB en 2010, contre 3.8 % en 2009. Les dépenses totales de l'État (dont les prêts nets) ont représenté 48.9 % du PIB en 2010. Elles devraient bondir à 48.3 % du PIB en 2011 et à 47.6 % en 2012. Ces niveaux élevés de dépenses budgétaires depuis 2009 s'expliquent par un ambitieux programme étatique d'investissements. Malgré une volonté de freiner les dépenses d'équipement, notamment la construction de routes et la préparation de plusieurs événements internationaux en Guinée équatoriale en 2011/12, les grands projets vont continuer à ponctionner une bonne partie des finances publiques.

Depuis le milieu des années 2000, l'État dépose une partie de ses économies budgétaires dans un fonds de la BEAC destiné aux générations futures. Fin 2010, la dette extérieure représentait 5 % du PIB. Un bas ratio de dette, d'importantes réserves de change et des perspectives d'exportations de plus de 80 % du PIB laissent penser que la viabilité de la dette ne sera pas sérieusement menacée dans les années à venir. Cependant, le pays a toujours besoin d'une assistance technique pour gérer ses ressources et recettes pétrolières, afin d'optimiser les résultats en matière de développement.

Tableau 4 : Opérations financières de l'État (en pourcentage du PIB)

	2002	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Recettes totales (avec dons)	28.5	44.4	45.6	49.5	46.3	45.5	44.9
Recettes fiscales	2.6	1.4	1.1	2.2	2	1.9	1.9
Recettes pétrolières	24.9	40.4	43.1	45.8	42.9	42.2	41.7
Dons	-	-	-	-	-	-	-
Autres revenus	1	2.7	1.5	1.6	1.5	1.4	1.4
Dépenses totales (et prêts nets) (a)	15.6	23.7	26.3	59.1	48.9	48.3	47.6
Dépenses courantes	6.9	4.1	5.5	7.2	7.5	8.1	8.3
Sans les intérêts	6.6	4.1	5.5	7.1	7.4	8.1	8.2
Salaires	1.8	1	0.8	1.5	1.4	1.4	1.4
Biens et services	3.5	1.6	2.1	3.2	3.5	3.8	3.8
Intérêts	0.3	0	0	0.1	0	0	0
Dépenses en capital	8.7	19.6	20.8	51.9	41.5	40.2	39.4
Solde primaire	13.1	20.7	19.4	-9.5	-2.6	-2.8	-2.7
Solde global	12.9	20.7	19.3	-9.6	-2.6	-2.8	-2.7

a. Seuls les principaux postes de recettes et de dépenses sont détaillés.

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932417176>

Politique monétaire

La Guinée équatoriale est membre de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) depuis 1985. Sa politique monétaire est déterminée par la BEAC. Celle-ci fixe les taux d'intérêt minimum pour les dépôts de prêts dans les banques, fournit aux pays membres un financement réglementé, détermine les conditions minimales de réserves pour les banques commerciales et émet le franc CFA BEAC, qui est la monnaie commune aux pays de la Cemac.

La BEAC a pour objectif prioritaire le contrôle de l'inflation. Celle-ci reste modérée, pour un pays avec un développement aussi remarquable ces dix dernières années. En raison du maintien de fortes dépenses en capital, l'inflation a atteint 7.2 % en 2009, pour retomber à 4.7 % en 2010. Avec la reprise économique de 2011, l'inflation devrait bondir à 6.7 % puis ralentir à 5.6 % en 2012. Néanmoins, les taux d'intérêt actuellement fixés par la BEAC autour de 2 % impliquent des taux d'intérêt réels négatifs, qui pourraient entraîner de la spéculation et freiner les économies.

Le franc CFA est lié à l'euro en vertu des accords de l'union monétaire. Depuis janvier 1999, la parité a été fixée à 656 XAF pour 1 euro et devrait se maintenir à ce taux pendant la période de prévision. Par conséquent, le franc CFA va fluctuer face au dollar américain, à l'image du taux de change entre le dollar et l'euro. La faiblesse de l'euro en 2011, due aux inquiétudes persistantes concernant les défauts de paiement et la rupture de la zone euro, favorisera l'atténuation des pressions inflationnistes. Un Équato-Guinéen, Lucas Abaga Nchama, a été nommé gouverneur de la BEAC début 2010.

Ces dernières années, le système financier a instauré de nouveaux outils technologiques et produits, tels que les prêts étudiants et les crédits à la consommation. Toutefois, l'activité reste dominée par les financements de stocks et les transferts de fonds internationaux. La principale banque commerciale de Guinée équatoriale est la Société Générale, détenue conjointement par le président Teodoro Obiang Nguema Mbasago et la Société

Générale France. Le taux de pénétration bancaire est relativement faible mais il progresse. Seulement 8 % de la population possède un compte bancaire. Ce pourcentage est bien plus élevé chez les fonctionnaires, qui ne peuvent être payés que par virement bancaire. La concurrence est limitée dans ce secteur. Des mesures seraient nécessaires pour accroître encore la concurrence dans le secteur financier. L'écart entre les taux débiteurs et les taux créditeurs, bien qu'encore important, s'est réduit. En 2010, il était d'environ 10 %, contre 17 % sur la période 1997-2000.

Position extérieure

Les exportations ont baissé en 2010, à cause de la chute du volume de production d'hydrocarbures. Riche en ressources naturelles, l'économie repose largement sur les exportations d'hydrocarbures. Les exportations traditionnelles, telles que les bois tropicaux et le cacao, ne représentent plus qu'une part minime des exportations totales du fait de l'essor des exportations d'hydrocarbures. Les États-Unis sont les principaux clients, suivis de l'Union européenne, de la Chine et du Japon. La concentration des exportations sur les produits à base d'hydrocarbures rend le commerce extérieur fortement vulnérable aux variations des cours pétroliers et gaziers.

Le pays continue à importer massivement dans presque tous les secteurs. D'un point de vue stratégique, l'aspect le plus problématique est sa dépendance aux importations de denrées alimentaires, près de 10 % des importations totales. Des politiques sont nécessaires pour relancer le développement du secteur agricole. Les intrants agricoles sont particulièrement onéreux et la politique de tarification de l'État est sans doute un frein à la production, du fait des prix extrêmement faibles fixés aux agriculteurs. Plus globalement, les exonérations de droits d'importation sont courantes et appliquées de manière arbitraire.

En 2010, la baisse des importations a été plus importante que celle des exportations, d'où un excédent commercial de 43.3 % du PIB. La balance des paiements tend à enregistrer à la fois des excédents importants sur la balance commerciale, des revenus des facteurs fortement négatifs en raison du rapatriement des profits par les compagnies étrangères du secteur des hydrocarbures et des déficits dans la balance des services. Le déficit de la balance des services s'est creusé. Mais, comme les sorties de revenus des facteurs ont peu progressé, le solde des comptes courants a enregistré un excédent équivalent à 1.3 % du PIB. Il est prévu que les exportations repartent à la hausse en 2011 grâce à l'augmentation des prix du pétrole et du gaz. Quant aux importations, qui concernent l'équipement du secteur pétrolier, les produits pétroliers, les denrées alimentaires et les biens manufacturés, elles devraient décroître.

En 2010, l'investissement direct étranger (IDE) a repris, après un déclin de 670 millions USD dû aux crises économiques mondiales. Les prévisions d'IDE pour 2011 et 2012 tournent autour de 750 millions USD. Les principales cibles des IDE restent l'industrie pétrolière et gazière, mais les investissements étrangers sont aussi considérables dans d'autres secteurs, comme le BTP.

Les autorités ont écarté les propositions de mise en place d'un fonds souverain en 2010 face au développement d'une situation budgétaire moins favorable. Cette mesure, qui permettrait à long terme de faciliter le cycle économique et d'atténuer les investissements excessifs, devrait toutefois être réexaminée. La Guinée équatoriale a du mal à gérer efficacement et à retirer des produits adéquats de son large portefeuille de créances diversifiées générées par le boum pétrolier. Les rendements de ses dépôts à l'étranger sont très faibles. Une stratégie plus concertée devrait être envisagée pour le placement de l'épargne de l'État dans des instruments à plus fort taux d'intérêt.

Les autorités s'inquiètent toujours d'un éventuel « syndrome hollandais » consécutif au boum pétrolier : une situation dans laquelle l'essor du secteur des ressources naturelles conduirait à une hausse du taux de change réel susceptible de nuire au potentiel exportateur d'autres secteurs productifs. Le développement rapide du secteur pétrolier a conduit à une hausse importante du taux de change effectif réel ces dix dernières années, ce qui a peut-être nuit à tous les autres secteurs productifs comme le cacao, principal produit d'exportation avant le boum pétrolier, ou le bois, désormais principale matière première exportatrice après le pétrole et le gaz. Compte tenu de l'appartenance de la Guinée équatoriale à l'union monétaire de la Cemaq, caractérisée par un taux de change fixe avec l'euro, et de l'affaiblissement important de l'euro au cours de l'année 2010, il se peut que les tensions sur le taux de change réel s'apaisent en 2011.

Tableau 5 : Comptes courants (en pourcentage du PIB)

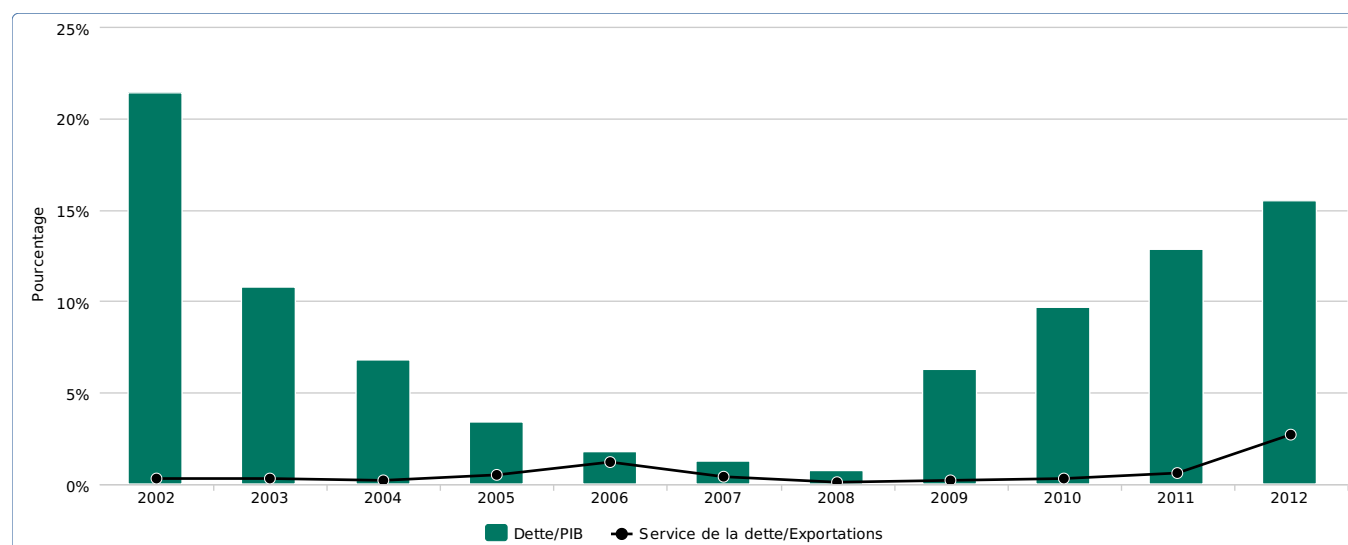
	2002	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Balance commerciale	77.1	68.7	76.6	37.5	44.2	43.8	44
Exportations de biens (f.o.b.)	101.4	94.2	101.8	89	88.3	85.8	84.5
Importations de biens (f.o.b.)	24.3	25.5	25.2	51.4	44.1	42	40.5
Services	-28.3	-10.1	-10.8	-15.9	-12.3	-12.2	-11.4
Revenu des facteurs	-61.8	-57.1	-55	-28.5	-28.5	-28	-28.2
Transferts courants	-0.5	-0.4	-0.4	-0.7	-0.7	-0.7	-0.6
Solde des comptes courants	-13.5	1.1	10.4	-7.6	2.7	2.9	3.8

Source : Données de la Banque centrale (BCEAO) et des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932418145>

Figure 2 : Part de l'encours de la dette extérieure dans le PIB et ratio du service de la dette sur les exportations (en pourcentage)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932411913>

Questions structurelles

Développement du secteur privé

Le climat des affaires en Guinée équatoriale demeure difficile. Selon l'indicateur *Doing Business* de la Banque mondiale, il s'est détérioré en 2010. Le pays s'est classé en 164^e position sur une liste de 183 pays en 2011, alors qu'il était 161^e sur 180 en 2010. Les handicaps se sont aggravés, en raison du manque de règlements de qualité, de liberté économique et du haut niveau perçu de corruption. En revanche, le classement du pays s'est amélioré sur deux indicateurs : le paiement des impôts et le commerce international.

Les difficultés de financement éprouvées par les petites et moyennes entreprises, le faible niveau de formation de la main d'œuvre et le prix élevé des biens importés entravent également le développement du secteur privé. L'investissement national est dominé par l'investissement public, essentiellement dans les secteurs des hydrocarbures et du BTP. La grande question est de savoir jusqu'où l'investissement public peut compléter ou au contraire prendre la place de l'investissement privé.

En 2010, les pouvoirs publics ont accordé la priorité à l'instauration d'un système efficace d'arbitrage commercial comme composante d'une stratégie visant à promouvoir le développement du secteur privé. Les investisseurs ont toujours d'énormes difficultés à opérer en Guinée équatoriale en raison d'un système judiciaire fragile, de procédures administratives pesantes, d'un défaut de clarté dans l'application des lois les plus importantes, sans oublier le caractère arbitraire des règles et règlements entourant la création d'entreprise.

Freinés par la taille étroite du marché intérieur, les monopoles restent un problème dans certains secteurs. En dépit de sa production et de ses réserves importantes de pétrole, la Guinée équatoriale n'a pas de raffineries. Elle importe la totalité de ses produits pétroliers raffinés d'Europe, lesquels sont vendus à des prix subventionnés fixés par l'État. La compagnie française Total a le monopole de l'approvisionnement en carburant du marché intérieur, même si celui-ci sera ouvert à la concurrence en 2011 avec l'arrivée de *Guinea Ecuatorial Petróleos* (GEPetrol). Un monopole existe également dans l'importation de ciment.

L'État doit améliorer le climat des affaires. Le pays souffre de handicaps majeurs en matière de permis de construire, de délai et de coûts de construction de structures commerciales, notamment l'obtention des licences et accords nécessaires, l'exécution des notifications et inspections requises et les raccordements aux divers réseaux d'alimentation. La difficulté croissante à obtenir des permis de construire reflète peut-être le souhait des autorités de stopper l'expansion de ce secteur, même s'il existe probablement de meilleurs moyens pour y parvenir.

Autres développements récents

La Guinée équatoriale est confrontée à des défis majeurs concernant le secteur public. Les pouvoirs publics gèrent un très large portefeuille de créances diversifiées, qui comprend des réserves dans la BEAC, des avoirs délocalisés et des participations dans des sociétés privées. Néanmoins, toute la difficulté réside dans une gestion efficace de ces ressources. Par exemple, les rendements relativement bas des avoirs du pays déposés dans des banques étrangères (principalement la *Commerzbank* d'Allemagne) ont été de plus en plus préoccupants en 2010. Le besoin de transparence et de responsabilité dans la gestion des recettes et des avoirs sera également un sujet phare en 2011.

L'État est le principal investisseur dans l'économie non pétrolière et joue un rôle plus modeste dans l'économie pétrolière. Depuis 2010, l'État détient non plus 60 % mais 70 % des parts de l'opérateur de télécommunications national Getesa, qui assure les services de téléphonie fixe et mobile ainsi que d'accès à Internet. Les 30 % restants appartiennent à France Télécom. Ce sont les problèmes de service et de gestion imputés à l'entreprise française qui ont poussé l'État à augmenter sa participation. En 2011, il étudiera la possibilité de transférer l'ensemble des opérations de Getesa vers une agence indépendante, non concernée par les intérêts politiques français ou équato-guinéens. Le projet public de pose de câbles optiques sous-marins entre les deux grandes villes du pays, Malabo et Bata, s'est poursuivi en 2010 et devrait s'achever en 2012.

L'État approuve les tarifs de l'électricité, fortement subventionnés. La Guinée équatoriale détient également une participation de 62 % dans le fournisseur national d'électricité, *Sociedad de Guinea Ecuatorial* (Segesa). Celui-ci connaît encore des difficultés financières avec son réseau électrique vieillissant. Les branchements sauvages sont largement répandus. Par conséquent, la distribution d'électricité n'est pas fiable. Le projet de modernisation du réseau s'est poursuivi en 2010. La Segesa a récemment mis en place un nouveau service client, qui a permis de minimiser le temps d'attente pour un raccordement.

Par l'intermédiaire de la compagnie pétrolière nationale, GEPetrol, le secteur public est un investisseur essentiel dans le secteur des hydrocarbures. Au cours des dernières années, le gouvernement a aussi investi massivement dans les infrastructures. Les ressources humaines et institutionnelles nécessaires pour accomplir efficacement ces

activités représentent une charge importante pour le secteur public équato-guinéen.

La perception d'une corruption généralisée s'impose comme un sérieux motif de préoccupation. En 2010, le pays se classait au 168^e rang (avec l'Angola) sur 178 dans l'indice de perception de la corruption de Transparency International. En 2006, il était 151^e sur 163. La principale affaire de corruption portée devant les tribunaux en 2010 a été celle d'un groupe d'anciens employés de Getesa soupçonnés de détournement de fonds.

Une gestion saine des vastes ressources pétrolières et gazières de la Guinée équatoriale est cruciale pour réduire la pauvreté et promouvoir le développement humain. Le haut niveau perçu de corruption et le manque de transparence dans la gestion des ressources du secteur des hydrocarbures ont entravé les tentatives d'adhésion du pays à l'Itie, entreprises en septembre 2007. Celle-ci cherche à promouvoir un bon mode de gestion des ressources naturelles en demandant aux sociétés minières de rendre public ce qu'elles versent aux autorités et, à celles-ci, ce qu'elles reçoivent des sociétés. Les pays dits conformes sont ceux que l'Itie considère comme appliquant ses normes.

En avril 2010, la Guinée équatoriale a perdu son statut de candidat à l'Itie, ne remplissant pas les critères de conformité nécessaires. Cet événement est survenu après que le pays ait demandé une extension de délai pour le processus de validation en mars 2010. Le conseil de l'Itie a rejeté cette demande mais a autorisé la Guinée équatoriale à se représenter comme candidate une fois qu'elle aura résolu tous les obstacles à ce projet. L'État a déclaré qu'il améliorerait sa gestion du secteur pétrolier avant de se représenter, mais les avancées sont lentes.

La Guinée équatoriale est composée d'un territoire continental et de cinq îles habitées. La capitale, Malabo, se trouve sur l'île de Bioko. Bien que, avec 28 000 kilomètres carrés, il s'agisse de l'un des plus petits États d'Afrique, sa configuration géographique pose des problèmes d'infrastructures pour les communications entre les différentes parties du pays. Néanmoins, ces infrastructures autrefois très rudimentaires se sont améliorées au cours des dernières années grâce à un vaste plan de développement financé avec les ressources pétrolières.

Selon le gouvernement, 2010 a marqué la fin d'une phase de développement national. En effet, la priorité accordée aux grands projets d'infrastructure arrive à terme et les autorités se tournent maintenant vers d'autres domaines d'investissement. L'amélioration du capital humain fait partie des nouvelles priorités sectorielles. Certains secteurs clés comme la santé et le BTP souffrent déjà d'une pénurie de main d'œuvre qualifiée.

Malgré une volonté de freiner les investissements dans le capital humain, les projets majeurs, notamment la construction de routes et la préparation de plusieurs événements internationaux organisés par la Guinée équatoriale en 2011/12, se sont poursuivis en 2010. Les grands projets d'infrastructure progressent rapidement. Tous les grands axes routiers sont actuellement modernisés. Les ports et les aéroports font également l'objet d'expansions et d'améliorations. Les autorités modernisent et pavent les rues de Malabo et installent un tout nouveau réseau d'assainissement. Malabo II a continué à se développer au cours de l'année 2010 et se présente déjà pratiquement comme une toute nouvelle ville à côté de la capitale.

La Guinée équatoriale accueillera le sommet des chefs d'État de l'UA en 2011, pour lequel d'importants projets immobiliers ont été engagés. Ainsi, à quelques kilomètres au sud-ouest de Malabo, le site Sipopo a été construit. Il comprend 53 villas de luxe destinées à tous les chefs d'État et de gouvernement participant au sommet, une grande salle de conférence, une promenade de quatre kilomètres sur le front de mer et un hôtel cinq étoiles doté de 200 chambres. Un hôpital de 120 lits et une autoroute reliant le site à Malabo devraient également voir le jour début 2011.

La Guinée équatoriale a été choisie pour organiser, conjointement avec le Gabon, la CAN en 2012. Deux stades sont actuellement mis aux normes de la Fédération internationale de football association (Fifa) pour cet événement, l'un à Bata (de 45 000 places) et l'autre à Malabo (de 16 000 places). En 2010, la Confédération du football africain a annoncé que le Gabon accueillerait la finale et, la Guinée équatoriale le match d'ouverture. La plupart des infrastructures créées pour le sommet de l'UA de 2011 serviront également pour la CAN. Toutefois, malgré de possibles synergies, l'organisation de ces deux grands événements continentaux dans les deux prochaines années va nécessiter de grosses dépenses publiques.

Le pays possède deux aéroports internationaux à Malabo et Bata (sur le territoire continental) et cinq aéroports intérieurs. Avec la croissance de l'industrie pétrolière, le trafic aérien monte en flèche depuis le milieu des années 90. Iberia, Air France, Lufthansa et Air Europa assurent des vols réguliers vers l'Europe. Des discussions auront lieu en 2011 en faveur de l'augmentation du nombre de compagnies aériennes opérant en Guinée équatoriale.

À l'occasion du 42^e anniversaire de l'indépendance du pays, un aéroport et un port ont été inaugurés sur l'île d'Annobon en octobre 2010. C'est la société de génie civil marocaine Somagec qui a construit le nouveau port, ouvrant ainsi l'île au commerce. D'un investissement global d'environ 100 millions EUR, cette nouvelle

infrastructure peut accueillir des navires de gros tonnage ainsi que des ferries de passagers. Quant à l'aéroport, rénové et agrandi par Somagec, il dispose maintenant d'une piste plus étendue d'environ 600 mètres.

Ces dix dernières années, les autorités ont donné la priorité à l'amélioration des infrastructures liées à l'industrie pétrolière. La Guinée Équatoriale dispose ainsi de deux des ports les plus profonds de la région sur l'océan Atlantique, dont Bata, la principale ville portuaire pour le commerce et les affaires. Dans les prochaines années, les autorités souhaitent faire du port de Luba, à 45 kilomètres de Malabo, une importante plateforme de transport pour les compagnies gazières et pétrolières opérant dans le golfe de Guinée. L'expansion des deux autres ports du pays, à Malabo et Bata, s'est poursuivie en 2010.

Parallèlement, la Guinée équatoriale a signé un accord de construction et de maintenance avec le consortium de câble sous-marin *Africa Coast to Europe* (ACE) pour la pose de 7 000 kilomètres de câble optique entre la France et l'Afrique du Sud, qui devrait être opérationnel en 2012. Il s'agira du premier câble sous-marin international à relier la Guinée équatoriale, ce qui améliorera la connectivité du pays aux réseaux de télécommunications internationaux. La téléphonie mobile a continué à se développer en 2010. Près de 66 % de la population est abonnée à un service de téléphonie mobile, mais seulement 1,5 % a accès à la téléphonie fixe. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) restent relativement peu développées.

La puissance hydroélectrique de la Guinée équatoriale est estimée à 2 600 mégawatts (MW). Le pays s'efforce de diversifier ses ressources énergétiques et d'améliorer son électrification. Il construit actuellement une centrale hydroélectrique de 120 MW à Djibloho, sur le territoire continental, près de la ville d'Añisok. La société chinoise Sinohydro Corporation a démarré les travaux en 2008 et la première phase du projet devrait être livrée en novembre 2011. Une sous-station de 220 kilovolts (kV) vient s'ajouter à cette centrale afin d'alimenter la région continentale. Ce projet est entièrement financé par la Guinée équatoriale.

Il existe des problèmes intermittents d'approvisionnement en eau, même à Malabo. L'eau potable est disponible dans les grandes villes mais pas toujours sûre en raison du mauvais entretien d'infrastructures vieillissantes. Les interruptions d'approvisionnement sont fréquentes et prolongées dans certains quartiers. Un important projet d'amélioration du réseau public d'eau potable est sur les rails. Des villages et des zones rurales sont équipés de générateurs et de pompes à eau appartenant à des particuliers.

Le domaine maritime de la Guinée équatoriale contient d'importantes réserves de pétrole et de gaz. Début 2010, le pays était le septième plus grand producteur de pétrole en Afrique. La compagnie nationale GEPetrol est responsable des secteurs d'activité situés en aval du pétrole. Toutefois, depuis 2001, sa principale préoccupation porte sur la gestion des participations de l'État dans les différents contrats de partage de production (PSC) avec des compagnies pétrolières étrangères. GEPetrol s'associe également à des sociétés étrangères pour se charger de projets d'exploration et contribue à la mise en œuvre de la politique du pays en matière d'environnement. Dans de récentes négociations sur des licences groupées, la Guinée équatoriale a accru ses participations dans de nouveaux PSC.

Les puits de pétrole équato-guinéens devraient produire quelque 318 000 barils par jour (b/j) en 2010 et encore 100 000 b/j en 2012. La compagnie russe Gazprom Neft a signé des accords de partage de production avec l'État en septembre 2010 concernant deux blocs pétroliers, tandis qu'Axel A. Fex a conclu un accord d'exploration en mai. En septembre 2010, les autorités ont choisi la société de BTP américaine KBR pour la construction de la mini-raffinerie de 200 000 b/j, qui devrait coûter 422 millions USD et voir le jour d'ici 2013. Les réserves de pétrole sont estimées à 1,7 milliard de barils et celles de gaz à 127 milliards de mètres cubes. Les compagnies américaines sont prépondérantes dans l'industrie des hydrocarbures du pays mais les sociétés chinoises, proposant d'importantes lignes de crédit, gagnent du terrain. L'État a annoncé des plans ciblés sur l'industrie gazière, compte tenu de la stagnation de la production pétrolière. Si certaines prévisions annoncent un épuisement des réserves de pétrole d'ici à 2030, d'autres sources industrielles indiquent que ces estimations sont basses.

La production gazière est traitée en condensat, en gaz de pétrole liquéfié, en méthanol et en gaz naturel liquéfié (GNL). Le rôle du pétrole et du gaz dans l'économie de la Guinée équatoriale va se développer au cours des prochaines années. En mai 2010, le ministère des Mines a déclaré que le pays possédait trois fois plus de gaz naturel que prévu, ce qui a augmenté les réserves à plus de 127 milliards de mètres cubes. Cette nouvelle information a amené les autorités à revoir leur projet de construction d'une usine de méthanol. Elles soutiennent maintenant la construction d'un deuxième train de gaz naturel liquéfié. La Guinée équatoriale considère le secteur du gaz naturel comme un élément déterminant de sa stratégie de diversification économique. L'État travaille avec les sociétés E.ON Ruhrgas (Allemagne), Galp Energia (Portugal) et Union Fenosa (Espagne) pour doubler ses exportations de gaz d'ici à 2015.

Il existe des ressources naturelles inexploitées de titane, de minerai de fer, de manganèse, d'uranium et d'or alluvial. Après des années de hauts et de bas dans le secteur minier, l'État a signé un nouveau contrat mi-2010 pour le développement de projets potentiellement lucratifs relatifs à l'or, au fer et à la bauxite sur le territoire

continental. En juin, la société canadienne de développement de ressources naturelles Sillenger Exploration s'est vu accorder des droits sur de vastes bandes de territoire en vue de projets pétroliers et miniers, en échange d'une cartographie du potentiel minéral du pays.

Dans les premiers temps du développement des ressources naturelles, la capacité institutionnelle de gestion des vastes ressources du pays en hydrocarbures représente un facteur déterminant. Les termes des contrats initiaux entre la Guinée équatoriale et les compagnies étrangères exploitant ces ressources sont généralement considérés comme ayant favorisé ces compagnies de manière disproportionnée. Néanmoins, cette situation est désormais réglée et le pays a signé des contrats révisés similaires aux pays se trouvant dans des situations comparables.

Partenaires économiques émergents

La Guinée équatoriale reste un pays relativement fermé. Son principal partenaire émergent est la Chine. Si quelques entreprises issues d'une poignée de pays sont présentes, c'est surtout dans le cadre de projets, notamment de construction. On note également la modeste présence du Tapei chinois, Cuba, l'Argentine et la Russie. Les partenaires émergents présents correspondent à la carte des représentations diplomatiques dans le pays. Ce dernier a lui-même des représentations diplomatiques en Argentine, au Brésil, en Russie et, depuis 2010, au Venezuela. Quant au réseau d'ambassades situées chez les partenaires traditionnels, il comprend l'Espagne, les États-Unis, la France et le Royaume-Uni. Enfin, les pays étrangers représentés à Malabo sont la Chine, Cuba, l'Espagne, la France, le Maroc et l'Afrique du Sud.

Ces dernières années, la richesse pétrolière du pays a attiré l'attention des économies émergentes. Même si les compagnies américaines restent prépondérantes dans l'industrie des hydrocarbures, les sociétés chinoises, proposant d'importantes lignes de crédit, sont de plus en plus actives. Ces dernières jouissent d'une influence croissante, mais de peu de retours en termes de pétrole.

L'engagement des Chinois se caractérise par une livraison de projets « clé en main », mais aussi par un accomplissement des projets généralement plus rapide que ceux des partenaires traditionnels. De ce fait, la Chine est perçue comme un partenaire plus fiable, même si sa tendance à importer tous les matériaux de construction, le personnel technique et les ouvriers rend les avantages économiques à court terme négligeables. Elle opère surtout dans le domaine des travaux publics et des infrastructures, avec des projets visant des avantages économiques à long terme. Dans les années 2000, la Chine a bâti des hôpitaux, un stade, des extensions de port ainsi que les nouveaux ministères et d'autres bâtiments gouvernementaux à Malabo II. Mais elle n'est pas seulement présente dans les grands travaux d'infrastructure. En effet, les entrepreneurs chinois sont de plus en plus présents dans la vente au détail et les activités d'import-export. Ils développent également le marché de leurs produits de consommation accessibles, dont les meubles et les pièces détachées. La Chine est active depuis longtemps en Guinée équatoriale. La société Sinohydro, qui mène aussi d'importantes opérations dans d'autres parties de l'Afrique, dirige l'un des plus grands projets de génie civil du pays : la construction de la centrale hydroélectrique de Djibloho, dont l'achèvement est prévu en 2011. C'est encore une entreprise chinoise qui est chargée de la construction de la salle de conférence du sommet de l'UA en 2011.

Au niveau bilatéral, le FMI fait état de deux exemples de prêts entre la Chine et la Guinée équatoriale, avec et sans conditions préférentielles. En 2006, la Chine a accordé une ligne de crédit non aidée de 2 milliards USD. Ces prêts étaient destinés aux infrastructures (quatre projets d'électrification et d'amélioration du port de Bata). Les conditions du prêt consistaient en un taux d'intérêt de 5,5 %, une échéance de 5 ans avec un délai de grâce de 2 ans et une garantie de remboursement sous forme de dépôts liquides à l'Eximbank de Chine équivalant à 30 % de l'encours de la dette restant. Selon le FMI, les autorités chinoises ont fait une offre de prêt à long terme de 380 millions USD à des conditions préférentielles pour la construction d'habitations (avec une échéance de 17 ans, une durée de grâce de 2 ans et un taux d'intérêt de 2 %).

Si le pays est ravi de la facilité des affaires avec les Chinois, certains fonctionnaires émettent des réserves sur deux aspects. Le premier concerne les effets cumulatifs et/ou multiplicateurs limités des projets chinois sur la demande nationale en biens et services. Ensuite, la qualité de réalisation de certains projets aurait pu être bien meilleure. Ce dernier problème est réglé grâce aux méthodes de coopération trilatérale, par lesquelles le contrôle qualité est assuré par l'entreprise d'un partenaire traditionnel. Par exemple, pour le tout nouveau réseau d'assainissement de la capitale installé par une société chinoise, un bureau d'études espagnol teste la conformité des infrastructures aux normes de qualité et de sécurité internationales.

D'autres partenaires émergents gagnent du terrain, mais restent loin derrière la Chine. En 2010, Gazprom Neft, la branche pétrolière du géant russe Gazprom a signé un accord de partage de production concernant deux blocs pétroliers en mer, pour un investissement total de 3 milliards USD sur les 30 prochaines années. En 2008, l'État a accordé une deuxième licence de téléphonie mobile à l'entreprise saoudienne Hist Telecom. La Turquie et l'Argentine ont montré un certain intérêt pour la signature d'accords encourageant les échanges commerciaux et renforçant la sécurité des investissements. Cependant, le volume des courants commerciaux entre la Guinée équatoriale et la Turquie s'est limité à 20 millions USD en 2010 et les échanges avec l'Argentine sont presque négligeables. Depuis toujours, Cuba envoie des équipes de médecins pour la formation et l'assistance. L'entreprise israélienne International Medical Service (IMS) construit un hôpital de 120 lits à l'extérieur de Malabo.

Parmi les partenaires émergents issus d'Afrique figurent le Maroc, l'Égypte et la Lybie. Le Maroc est présent depuis 2007, grâce à l'arrivée de Maroc Telecom et à la société de génie civil Somagec, qui a construit l'aéroport et le port d'Annobon en 2010. La société égyptienne Arab Contractors est, elle, chargée de la construction de l'autoroute et de la promenade entre Malabo et Sipopo. Enfin, l'entreprise libyenne Seguibatand a remporté le contrat de construction des villas qui accueilleront les chefs d'État lors du sommet de l'UA.

Le président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo entretient des relations étroites avec certains partenaires traditionnels, dont la France. Le groupe français Bouygues, qui a tissé des relations privilégiées avec l'entourage du président, reste le constructeur le plus actif au sein du pays. Il a été mandaté pour construire l'hôtel de luxe et son terrain de golf 18 trous pour le sommet de l'UA, dont la livraison était prévue en mars 2011. Les entreprises espagnoles sont surtout présentes dans les secteurs de l'alimentation et de la distribution. Toutefois, les entrants liés à ces activités proviennent davantage d'importations que de fournisseurs locaux.

Le pays n'a pas les capacités administratives nécessaires pour s'engager stratégiquement auprès de ses partenaires émergents. En d'autres termes, il ne négocie pas de conditions permettant de stimuler l'économie (en utilisant des matériaux et des ouvriers locaux par exemple). Par ailleurs, l'État n'a pas établi de plan axé sur sa stratégie d'engagement auprès des partenaires émergents, qui évalueraient leurs avantages relatifs en termes de création d'emploi ou de marché. La Guinée Équatoriale gagnerait à apprendre de ses pairs et à échanger de meilleures pratiques au niveau régional et continental. Ces deux aspects doivent être encouragés afin que le pays retire plus d'avantages de ses partenaires de développement traditionnels et émergents. La capacité des fonctionnaires à traiter avec les partenaires émergents nécessite encore des améliorations. Si la plupart des hauts fonctionnaires sont en mesure de s'exprimer correctement en chinois et de mener des négociations dans cette langue, les capacités d'échange et de négociation avec les partenaires émergents nécessitent des améliorations. Sans les incitations ou les connaissances nécessaires pour une amélioration des capacités et un engagement stratégique auprès des partenaires émergents, la Guinée équatoriale continuera à manquer des opportunités de développement.

Contexte politique

Auparavant, la Guinée équatoriale avait un système politique multipartite avec un président à la tête de l'exécutif et une assemblée unique. Les élections présidentielles ont lieu tous les sept ans, les élections législatives tous les cinq ans. Le président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo est au pouvoir depuis 1979. Il est le deuxième président africain à effectuer le plus long mandat après Mouammar Kadhafi. Aux dernières élections présidentielles de novembre 2009, il a remporté 99 sièges sur 100 au Parlement avec 96.7 % des voix. Le Parti démocratique de Guinée équatoriale (PDGE) au pouvoir dispose également d'une majorité écrasante dans les 30 municipalités. Ces résultats ont été contestés par l'opposition, qui a remporté l'unique siège restant au Parlement. Les conditions imposées aux observateurs internationaux ont été sévèrement critiquées, parce qu'elles ne leur permettent pas de réaliser une surveillance indépendante. Les prochaines élections législatives auront lieu en 2014.

Conformément à la Constitution qui prévoit la formation d'un nouveau gouvernement après l'élection présidentielle, une nouvelle équipe a été désignée par le président de la République en janvier 2010. Elle comprend 26 ministres, soit deux fois plus que dans le gouvernement précédent. Au cours de l'année 2010, le nouveau gouvernement a montré peu de signes d'ouverture politique ou de faiblesse. Néanmoins, les tensions ont quelque peu faibli depuis l'attaque du palais présidentiel début 2009. En 2010, quatre hauts responsables ont été condamnés à mort pour leur participation à ces événements et plusieurs Nigériens ont écopé de lourdes peines de prison. Les exécutions ont eu lieu peu de temps après avoir le verdict rendu par le tribunal militaire.

Selon la BBC, les autorités contrôlent étroitement les médias nationaux et les publications privées sont rares. Le pays a chuté à la 167^e place sur 178 dans le classement de la liberté de la presse de Reporters sans frontières en 2010 (il se classait 158^e sur 175 pays en 2009).

En juin 2010, le président a annoncé une série de réformes destinées à lutter contre la culture de la corruption et des malversations. En décembre 2010, les autorités se sont montrées un peu moins tolérantes vis-à-vis de la corruption généralisée lors du procès de plusieurs hauts fonctionnaires accusés de détournement de fonds. Cette tendance devra se confirmer dans les prochaines années afin de savoir s'il s'agit d'un véritable abandon des pratiques passées ou s'il s'agit d'une manœuvre purement symbolique.

En l'absence d'une réelle démocratie participative, certains expriment déjà des inquiétudes quant à la stabilité ultérieure du régime actuel. Le président a maintenant 68 ans et les rumeurs sur son état de santé s'intensifient. Il a fait savoir qu'il privilégiait son fils aîné, Teodoro Nguema Obiang Mangue, à sa succession. « Little Teodoro », comme on le surnomme dans le pays, est l'actuel ministre de l'Agriculture et de la sylviculture. En juillet 2010, celui-ci a été nommé vice-président du parti au pouvoir, le PDGE, et des *Juventudes del Partido Democrático de Guinea Ecuatorial*, les jeunesses du PDGE. En octobre 2010, il a également été promu au rang de lieutenant colonel des forces armées.

L'État essaye d'améliorer les perceptions autour de sa légitimité en menant une politique plus ouverte sur le reste du monde. En 2008, le président de la République a ainsi offert 3 millions USD à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) afin de parrainer le prix international annuel Unesco-Obiang Nguema Mbasogo pour la recherche en sciences de la vie. Mais en juin 2010, l'Unesco a reporté ce projet après les fortes critiques exprimées par la communauté internationale. En octobre 2010, le conseil exécutif de l'Unesco a reporté la décision de suspendre ce prix jusqu'à ce qu'un consensus soit trouvé avec l'ensemble des États membres.

Contexte social et développement des ressources humaines

La Guinée équatoriale a enregistré l'un des plus forts niveaux de PIB par habitant en Afrique. Les estimations varient beaucoup selon les données démographiques utilisées lors du calcul. La Banque mondiale donne un PIB par habitant de 15 397 USD (dollars américains actuels) en 2009. Calculé sur la base de la parité de pouvoir d'achat avec les mêmes 690 000 habitants, le PIB par habitant approche les 20 000 USD. La Guinée équatoriale a acquis ce statut grâce au boum pétrolier. L'Unesco a estimé le taux d'alphabétisation des adultes à 93 % en 2008, contre 87 % en 2000, supérieur à la moyenne de 62.1 % pour l'Afrique subsaharienne.

Le pays ne reçoit plus d'entrées massives d'aide étrangère. Par exemple, la Banque mondiale n'a pas de représentation permanente dans le pays. L'Espagne reste le principal donneur international, avec un financement de l'ordre de 12 millions EUR par an. D'autres donateurs tels que la France apportent un soutien financier limité, mais leur influence politique reste importante. La stratégie de la Banque africaine de développement (BAfD) en Guinée équatoriale repose sur un mécanisme de financement des projets en association avec l'État, qui assume 50 % du coût des projets. Cette stratégie soutient la construction de capacités nationales visant une diversification économique. Actuellement, la BAfD finance plusieurs grands projets avec quatre prêts non remboursés. Le plus important d'entre eux est un prêt de 38.9 millions EUR en faveur de l'enseignement, destiné à former des cadres moyens et supérieurs et à développer la capacité technique des secteurs de diversification grâce à des formations techniques et professionnelles.

En 2010, la Guinée équatoriale se classait 117^e sur 169 pays avec des données similaires dans l'indice de développement humain (IDH). Ce dernier combine plusieurs variables en relation avec trois mesures : le niveau de vie, l'espérance de vie, le savoir et l'éducation. L'IDH de la région de l'Afrique subsaharienne est passé de 0.293 en 1980 à 0.389 en 2010, ce qui place la Guinée équatoriale au-dessus de la moyenne régionale avec 0.538 en 2010. Les indicateurs de développement humain du pays sont relativement élevés. Mais l'assez bon classement de la Guinée équatoriale par rapport aux autres pays africains résulte principalement de son haut niveau de revenu par habitant. L'enquête la plus récente sur les dépenses des ménages (2006) a montré que plus de 70 % de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté. Le recensement prévu en 2011 devrait être complété par une enquête sur les dépenses des ménages avec de meilleures estimations. Toutefois, le niveau de pauvreté ne devrait pas beaucoup varier par rapport à ce chiffre. Dans un pays où le revenu moyen par tête est supérieur à celui de certains pays membres de l'UE, un tel niveau de pauvreté souligne une forte inégalité des revenus, qui n'est pas prise en compte dans l'IDH. La question se pose de savoir jusqu'à quel point la population tire un bénéfice des gains du secteur pétrolier. Une distribution plus équitable de ces profits devrait être une priorité.

De toute évidence, les améliorations sociales ont pris beaucoup de retard par rapport aux développements dans les secteurs du pétrole et du BTP. L'État dépense environ 10 % de son budget pour la santé. Néanmoins, les dépenses dans les secteurs sociaux restent globalement sous-financées et ne représentent que 14 % du total des dépenses publiques. Il serait possible de faire passer ce chiffre à 20 % du budget afin de financer des dépenses dans l'enseignement primaire et la santé, conformément à l'initiative 2020 du sommet social de Copenhague de 1995. L'État pourrait davantage investir dans les besoins sociaux de l'enseignement secondaire et supérieur (notamment l'enseignement universitaire), conformément aux priorités relatives à l'amélioration du capital humain et de la formation.

Les très mauvais indicateurs sur la santé et les installations sanitaires s'améliorent, mais il est difficile de mesurer avec précision les progrès réalisés en vue des OMD en raison du manque de données et de la controverse liée au recensement de la population. Le pays semble en voie de remplir les OMD relatifs à l'enseignement primaire pour tous, la réduction de la mortalité infantile, l'amélioration de la santé maternelle et la lutte contre le VIH/sida, la malaria et d'autres maladies. Toutefois, il est encore loin des OMD relatifs au développement durable et à la promotion de l'égalité entre hommes et femmes et de l'émancipation féminine. Le manque d'informations ne permet pas de suivre les OMD concernant la création d'un partenariat mondial pour le développement et l'éradication de la pauvreté et de la famine extrêmes.

Le taux de mortalité infantile était de 90 pour 1 000 en 2008, un chiffre bien meilleur que les 120 pour 1 000 de 1990 mais qui reste l'un des taux les plus élevés au monde. De même, le taux de mortalité en dessous de 5 ans est passé de 198 pour 1 000 en 1990 à 147 en 2008. Ces taux ont baissé malgré la moindre couverture de l'immunisation contre la rougeole, une cause majeure de mortalité chez les enfants. Le taux d'immunisation contre la rougeole a chuté, passant de 88 % en 1990 à 51% en 2009, mais ces chiffres risquent d'être touchés par les estimations démographiques. Le taux de mortalité maternelle, de 1 000 pour 100 000 en 1990, est retombé à 280 en 2008 ; il s'améliore donc mais reste très élevé.

La prévalence de la tuberculose est montée à 117 pour 1 000 000 en 2009 tandis que celle du VIH/sida est passée de 1 % en 1990 à près de 5 % en 2008. La fiabilité des équipements nationaux d'examen sanguin et de dépistage du VIH/sida reste l'un des défis les plus importants pour le système de santé. Selon l'Onusida,

L'utilisation de traitements antirétroviraux augmente grâce aux financements internationaux. La part de la population ayant accès à des installations sanitaires stagne à 51 % depuis 1990, aussi bien dans les zones rurales qu'urbaines, et celle ayant accès à l'eau de source stagne également à 43 %. En 2010, la compagnie pétrolière Marathon a continué à financer un plan de lutte contre la malaria, qui a contribué à réduire les taux de mortalité de 70 à 80 % depuis 2003. Les projets d'infrastructure qui sont sur le point d'être achevés, comme la construction d'installations sanitaires à Malabo, devraient avoir un impact positif sur la prévalence de maladies telles que la typhoïde et la malaria. Plusieurs indicateurs relatifs à l'éducation se sont améliorés au cours des dernières années. C'est ainsi que le total des inscriptions dans les écoles primaires a grimpé de 69 % en 2002 à 89,5 % en 2008. L'Unesco estime le nombre d'élèves par enseignant à 28 dans l'enseignement primaire en 2008. Les sources de ce chiffre n'étant pas confirmées, il pourrait s'agir d'une surestimation.

La Guinée équatoriale attire un grand nombre d'immigrés issus d'autres pays africains. La plupart d'entre eux viennent de pays voisins mais ces dernières années, il s'est créé d'importantes communautés d'immigrants d'Afrique de l'Est et notamment d'Éthiopie. Le secteur pétrolier compte un grand nombre de travailleurs philippins, américains et britanniques. Parce que la population équato-guinéenne est peu élevée et la base du capital en ressources humaine limitée, les autorités sont en train de revoir les lois sur l'immigration afin d'attirer une main d'œuvre étrangère qualifiée et de décourager les travailleurs non qualifiés. L'urbanisation s'est développée très rapidement en raison du boum pétrolier et du désintérêt pour l'activité économique en milieu rural.